



Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique

Benoist COURANT

Erwan LE GOFF

Stéphane MORVAN

Experts Comptables

Commissaires aux Comptes

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2024**

ENERG'ENCE

**3 Rue Keravel
29200 BREST**

ENERG'ENCE

**3 RUE KRAVEL
29200 BREST**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'Association ENERG'ENCE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association ENERG'ENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association ENERG'ENCE à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier de votre Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association ENERG'ENCE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ENERG'ENCE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association ENERG'ENCE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A QUIMPER, le 5 juin 2025

SARL L.G.M.A.
Commissaire aux Comptes
Représentée par Erwan LE GOFF

Bilan Association

ACTIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 507	3 827	681	0,07	1 181	0,12
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles	2 795	2 795				
. Immobilisations incorporelles en cours						
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	14 206	13 043	1 163	0,11	2 363	0,24
. Autres immobilisations corporelles	197 007	122 900	74 108	7,08	75 336	7,62
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés						
. Prêts						
. Autres	23 158		23 158	2,21	22 142	2,24
TOTAL (I)	241 673	142 563	99 110	9,47	101 022	10,21
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours						
Avances et acomptes versés sur commandes	1 365		1 365	0,13		
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	50 866		50 866	4,86	67 222	6,80
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	397 147		397 147	37,96	320 160	32,37
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	487 510		487 510	46,60	486 131	49,15
Charges constatées d'avance	10 107		10 107	0,97	14 587	1,47
TOTAL (II)	946 995		946 995	90,53	888 099	89,79
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	1 188 668	142 563	1 046 104	100,00	989 121	100,00

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

PASSIF		Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
FONDS PROPRES					
Fonds propres sans droit de reprise					
. Fonds propres statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Fonds propres avec droit de reprise					
. Fonds statutaires					
. Fonds propres complémentaires					
Ecarts de réévaluation					
Réserves					
. Réserves statutaires ou contractuelles		70 000	6,69	70 000	7,08
. Réserves pour projet de l'entité					
. Autres					
Report à nouveau		537 344	51,37	627 970	63,49
Excédent ou déficit de l'exercice		50 390	4,82	-90 627	-9,15
Situation nette (sous total)		657 734	62,87	607 344	61,40
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
TOTAL (I)		657 734	62,87	607 344	61,40
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés					
TOTAL (II)					
PROVISIONS					
Provisions pour risques				3 136	0,32
Provisions pour charges		74 205	7,09	64 290	6,50
TOTAL (III)		74 205	7,09	67 426	6,82
DETTES					
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		39 679	3,79	51 813	5,24
Emprunts et dettes financières diverses					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		20 852	1,99	28 205	2,85
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales		232 147	22,19	215 577	21,79
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes		7 520	0,72		
Instruments de trésorerie		13 967	1,34	18 757	1,90
Produits constatés d'avance		314 166	30,03	314 352	31,78
TOTAL (IV)					
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		1 046 104	100,00	989 121	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS					
Legs nets à réaliser :					
- acceptés par les organes statutairement compétents					
- autorisés par l'organisme de tutelle					
Dons en nature restant à vendre					
ENGAGEMENTS DONNÉS					

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Compte de résultat Association

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%		
	Total	%	Total	%	Variation	%
PRODUITS D'EXPLOITATION:						
Cotisations	380 706		373 789		6 917	1,85
Ventes de biens et services						
- Ventes de biens						
- dont ventes de dons en nature						
- Ventes de prestations de services	42 268		70 561		-28 293	-40,09
- dont parrainages						
Produits de tiers financeurs						
- Concours publics et subventions d'exploitation	1 592 540		1 585 372		7 168	0,45
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible						
- Ressources liées à la générosité du public						
- Dons manuels						
- Mécénats						
- Legs, donations et assurances-vie						
- Contributions financières						
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges	125 648		84 738		40 910	48,28
Utilisations des fonds dédiés						
Autres produits	12		54		-42	-77,77
Total des produits d'exploitation (I)	2 141 173		2 114 515		26 658	1,26
CHARGES D'EXPLOITATION:						
Achats de marchandises						
Variations stocks						
Autres achats et charges externes	328 070		362 892		-34 822	-9,59
Aides financières						
Impôts, taxes et versements assimilés	106 962		114 549		-7 587	-6,61
Salaires et traitements	1 202 828		1 262 569		-59 741	-4,72
Charges sociales	349 103		369 643		-20 540	-5,55
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	28 363		28 383		-20	-0,06
Dotations aux provisions	74 205		67 426		6 779	10,05
Reports en fonds dédiés						
Autres charges	14		142		-128	-90,13
Total des charges d'exploitation (II)	2 089 546		2 205 604		-116 058	
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	51 626		-91 089		142 715	156,68
PRODUITS FINANCIERS:						
De participations						
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif						
Autres intérêts et produits assimilés	1 510		1 426		84	5,89
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (III)	1 510		1 426		84	5,89
CHARGES FINANCIERES:						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions						
Intérêts et charges assimilées	134		169		-35	-20,70
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (IV)	134		169		-35	-20,70
RESULTAT FINANCIER (III - IV)	1 375		1 257		118	9,39
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	53 002		-89 832		142 834	159,00

L.G.M.A

Commissaire aux Comptes

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Annexe Association

Annexe Association

PREAMBULE

Ener'gence, l'Agence Locale de l'Energie et du Climat du Pays de Brest, a été fondée en 1998 à l'initiative de la Communauté Urbaine de Brest (Brest Métropole), de l'Agence de l'Environnement et de Maîtrise de l'Energie (ADEME), des partenaires publics et industriels de l'énergie (SOTRAVAL, EDF, Engie), du logement social (Office Public de L'Habitat, Brest Métropole Habitat), des transports (Keolis Brest), des énergies renouvelables (Avel Pen Ar Bed) dans le cadre du programme européen SAVE. Elle rassemble également d'autres acteurs de l'énergie et collectivités locales, des fédérations.

Ener'gence a pour objet l'information, le conseil et la sensibilisation aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables. Cette action est dirigée vers le grand public, les collectivités et les entreprises, dans les domaines de l'habitat, des bâtiments collectifs et industriels ainsi que des transports.

Ses missions sont les suivantes :

- Sensibiliser tous les publics aux économies d'énergie, aux énergies renouvelables et plus largement aux enjeux énergétiques et climatiques
- Apporter une expertise technique, sociale, méthodologique et stratégique personnalisée aux habitants et acteurs locaux sur leur projet et problématique énergétiques.
- Accompagner les collectivités territoriales adhérentes dans l'aide à la décision et la mise en Suvre des politiques publiques en termes d'énergie et de climat.

Ener'gence intervient sur l'ensemble du pôle métropolitain du Pays de Brest, recouvrant ainsi 7 intercommunalités : Brest Métropole, Pays d'Iroise, Pays des Abers, Pays de Lesneven et la côte des légendes, Pays de Landerneau Daoulas, Presqu'île de Crozon-Aulne Maritime et Pleyben-Châteaulin-Porzay.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 1 046 104,17 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 50 390,01 E.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

A compter de l'exercice 2024, l'Association Energence a créé un secteur distinct pour son activité fiscalisée qui est amenée à croître dans l'avenir.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en Euro.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	03 ans
Matériel et outillage industriels	de 03 à 05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 04 à 07 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 05 ans
Mobilier	05 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière :

En France, les indemnités de fin de carrière ne sont dues que si le salarié est présent dans l'entité au moment de son départ à la retraite. Dans le cas d'un départ avant cette date, il ne percevra pas ces indemnités. Elles sont déterminées en appliquant au calcul de l'indemnité légale ou conventionnelle une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après.

Convention collective nationale Syntec des bureaux d'études

Taux d'actualisation brut : 3.35%

Revalorisation des salaires : profil 1%

Taux de charges patronales :

➤ cadres : 38 %

➤ non cadres : 38 %

Turn over : faible

Table de mortalité : Insee 2015

Départ volontaire à l'initiative du salarié : 100%

Age de départ à la retraite : 60-64ans

Annexe Association (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	7 302			7 302
Immobilisations corporelles	196 654	28 047	13 488	211 214
Immobilisations financières	22 142	1 015		23 158
TOTAL	226 099	29 063	13 488	241 673

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	6 121	500		6 621
TOTAL I	6 121	500		6 621
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	11 843	1 200		13 043
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers	38 570	13 675	3 418	48 827
Matériel de transport	16 416	2 857		19 273
Matériel de bureau et informatique	52 127	10 131	7 459	54 800
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	118 956	27 863	10 877	135 942
TOTAL GENERAL (I+II)	125 077	28 363	10 877	142 563

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	23 158		23 158
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	50 866	50 866	
Autres créances	397 147	397 147	
Charges constatées d'avance	10 107	10 107	
TOTAL	481 277	458 120	23 158

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	11 545
Subventions/financements	308 745
Autres produits à recevoir	75 986
TOTAL	396 276

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Annexe Association (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	70 000				70 000
Dont générosité du public					
Report à nouveau	627 970	-90 627			537 344
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-90 627	90 627	50 390		50 390
Dont générosité du public					
Situation nette	607 344		50 390		657 734
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	607 344		50 390		657 734
TOTAL dont générosité du public					

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	64 290	74 205	64 290	74 205
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	3 136		3 136	
TOTAL (II)	67 426	74 205	67 426	74 205
TOTAL GENERAL (I+II)	67 426	74 205	67 426	74 205
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		74 205	67 426	
- financières				
- exceptionnelles				

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	39 679	12 169	27 510	
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	20 852	20 852		
Dettes fiscales et sociales	232 147	232 147		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	7 520	7 520		
Produits constatés d'avance	13 967	13 967		
TOTAL	314 166	286 656	27 510	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	12 441
Dettes fiscales et sociales	153 671
Autres dettes	7 520
TOTAL	173 632

Annexe association (suite)

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Subventions reçues

Nature de la subvention reçue	Organisme financeur	Montant
Subvention de fonctionnement 2024	Brest Métropole	585 069
Subvention de fonctionnement 2024	Brest Métropole (ENEDIS)	65 000
Subvention de fonctionnement 2024	Brest Métropole (GDF)	12 975
Subvention de fonctionnement 2024	Communautés de communes	581 417
Subvention de fonctionnement 2024	Conseil Régional	161 076
Subvention de fonctionnement 2024	Conseil Départementale	71 387
Subvention de fonctionnement 2024	Breizh alec	28 143
Subvention de fonctionnement 2024	Pole Métropolitain	18 750
Subvention de fonctionnement 2024	ADEME	16 015
Subvention de fonctionnement 2024	ARSCLS	12 220
Subvention de fonctionnement 2024	IMT Atlantique	11 750
Subvention de fonctionnement 2024	Brest Métropole Habitat	9 635
Subvention de fonctionnement 2024	SDIS	9 400
Subvention de fonctionnement 2024	IREO	4 230
Subvention de fonctionnement 2024	SDEF	2 803
Subvention de fonctionnement 2024	EHPAD Camaret	2 200
Subvention de fonctionnement 2024	IUT Brest Morlaix	470
Total		1 592 540

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes

Annexe Association (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Rémunération des cadres dirigeants**

Applicable aux associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000 E et recevant une ou plusieurs subventions de l'État ou d'une collectivité territoriale dont le montant est supérieur à 50 000 E.

Au sein de l'association, le montant des rémunérations et avantages en nature des trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés visés par l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif n'est pas communiqué.

En effet, compte tenu de l'organisation et de la répartition des pouvoirs au sein de la structure, cette information reviendrait à indiquer une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	7	
Non cadres	30	
TOTAL	37	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 5679.36 E.

L.G.M.A
Commissaire aux Comptes